

Placer la souveraineté des peuples au centre du débat politique (3è partie)

mardi 26 février 2008 Auteur : par Texte du M'PEP

Résumé

Le projet néolibéral, intégrant la fabrication d'un homme « nouveau », l'« homme néolibéral », ne peut advenir sans détruire la capacité individuelle et collective des individus à s'ériger en peuple. Il faut anéantir la citoyenneté, le sens du bien commun, les solidarités, tout ce qui est collectif. La souveraineté est incompatible avec le néolibéralisme et son action mondialiste.

Sommaire

- * I.- COMPRENDRE LES ORIGINES ET L'INTERET DE LA SOUVERAINETE
- * II.- LA SOUVERAINETE NATIONALE
- * III.- LA SOUVERAINETE POPULAIRE
- * IV.- LA LAÏCITE
- * V.- L'ETAT
- * VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES (a)
- * VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES (b)
- * VII.- LA QUESTION LINGUISTIQUE

V.- L'ETAT

L'exercice par excellence de la souveraineté populaire, le lieu où elle peut s'exprimer, c'est l'Etat. La souveraineté populaire est la puissance du peuple, elle est sa puissance politique à s'établir comme peuple. C'est le peuple qui instaure l'Etat comme son instrument. Il se donne un Etat, son Etat, manifestation de son organisation collective et outil de son projet politique. L'Etat-providence, par exemple, né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est l'expression de cette puissance politique du peuple qui s'est manifestée à travers des luttes de classe intenses. C'est pourquoi il faut repolitiser l'Etat, c'est-à-dire en refaire un objectif de conquête par le peuple. Repolitiser l'Etat – ce qui implique de rejeter dans les ténèbres la notion néolibérale de « réforme de l'Etat » - c'est s'opposer à l'administration des choses pour la remplacer par le gouvernement des hommes. C'est réinstaller des organes de décision politique là où ont été mises en place des structures techniques, des agences « indépendantes » ou de prétendues « hautes autorités ». C'est replacer l'Etat au centre de l'économie.

La désacralisation de l'Etat et des institutions pendant la Révolution – qui n'émanaient plus du souverain, représentant de Dieu sur terre - a permis de mettre la raison là où avant il n'y avait que religion, celle-ci ayant auparavant remplacé la pensée magique. Or, la révolution conservatrice prétend organiser un grand bond en arrière en promouvant « le marché » comme nouvelle pensée magico-religieuse. Le marché, comme nouvelle croyance, surplomberait désormais les souverainetés nationales et populaires, puisqu'il ne permettrait pas d'autre choix. Les politiques de mondialisation ne peuvent se déployer qu'en détruisant cette conception de la nation et du peuple issue de la Révolution. Le moyen principal pour y parvenir a été le cheval de Troie qu'est le système de Bruxelles. Son but : soustraire à la souveraineté des nations et des peuples l'essentiel des instruments de la politique économique, la monnaie en premier lieu. L'insistance mise sur les fondements théologiques de l'Europe est une stratégie au long cours visant à acclimater les esprits à la délaïcisation de l'Union européenne. A ce propos, l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne serait un joli pied de nez à la conception de l'Europe comme continuation de l'Empire chrétien.

Le M'PEP considère qu'il ne faut pas opposer la souveraineté nationale et l'action nécessaire au niveau international pour favoriser la coopération entre les peuples. Cependant, sous l'effet de l'idéologie de la « contrainte extérieure », l'échelon national a été négligé, comme en témoignent vingt-cinq années de politiques gouvernementales d'inspiration néolibérale. Une nouvelle pensée magique s'est installée, la croyance selon laquelle l'interdépendance des économies n'offrirait plus de « marges de manœuvre » nationales. Elle a anesthésié les gouvernements et impressionné une partie de l'opinion publique. C'est pourquoi le M'PEP considère qu'un gouvernement « bien intentionné » devrait prendre des mesures unilatérales pour s'émanciper des politiques de mondialisation, en s'inspirant de l'Histoire socialiste de la Révolution française de Jean Jaurès : « quelles qu'aient été les imprudences volontaires ou forcées de la Révolution [...] elle a animé, secoué, violenté les nations attardées. Elle les a obligées à sortir de l'ornière des siècles. Elle a rendu pour elles impossibles à jamais les somnolences et les lenteurs de l'Ancien Régime. Elle a précipité, pour toutes, le rythme de la vie. [...] debout, peuples belges si lourdement endormis sous l'épais manteau catholique. Debout, penseurs et étudiants d'Allemagne qui suivez du regard au ciel profond de la Germanie le vol lent des nuées pâles. » Si l'on considère que la souveraineté, sous ses deux facettes – souveraineté nationale et souveraineté populaire – est bien LA question politique, une série de conséquences doivent en être tirées : il faut réinstaller la souveraineté là où elle a été ôtée. C'est en effet le seul moyen de mener des politiques sociales, environnementales, économiques et démocratiques favorables au peuple français, dans une perspective universaliste.

VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES (a)

L'internationalisme est l'un des fondements du mouvement ouvrier et de la pensée de gauche depuis le XIXème siècle. Il est parfois résumé par la formule célèbre de Marx « Prolétaires (ou travailleurs) de tous les pays, unissez-vous ! » et symbolisé par un chant : « L'Internationale ». On se souvient que les empires et les bourgeoisies nationales de l'époque luttaient pour les conquêtes territoriales, notamment coloniales, en utilisant le peuple comme chair à canon. On peut alors comprendre que la solidarité était de beaucoup plus forte entre les ouvriers des différents pays, qu'entre les ouvriers et la bourgeoisie à l'intérieur d'un pays donné. Utopie de rassemblement du mouvement ouvrier, l'internationalisme a été aussi, au cours du XXème siècle, un sujet de divergences majeures en son sein. Au point qu'au moins quatre Internationales, sans compter divers mouvements à prétention mondialiste, ont été constitués avant de disparaître, de se fractionner ou de s'éloigner considérablement de leurs origines.

La première internationale a été créée en 1864, sous le nom d'Association internationale des travailleurs. Après les dissensions entre « collectivistes » et « mutuellistes », puis entre Marxistes et Bakouniniens, elle se sépare définitivement en 1877 sans avoir jamais pu réunir des délégations de plus d'une dizaine de pays.

La deuxième internationale a été fondée à Paris en 1889 et acquiert dans certains pays une puissance, notamment électorale, indéniable. Elle se réclame notamment de la dictature du prolétariat et du pacifisme. Mais les courants réformistes s'y développeront rapidement, avant de triompher (définitivement ?) à l'époque de la guerre froide. Elle existe encore, sous le nom d'Internationale socialiste. Mais l'internationalisme dont elle se réclame à l'occasion n'est guère que l'acceptation de la mondialisation... Elle n'a plus grand-chose à voir avec l'Internationale ouvrière d'Engels et de Jaurès. Son ancrage chez les ouvriers et employés, parfois réelle, est très variable selon les pays mais la solidarité internationale n'a que peu de poids dans les programmes électoraux de ces partis. Seul « l'europhisme » y figure de manière importante, mais il n'a que peu à voir avec l'internationalisme des origines !

Mais, plus que le réformisme, l'échec de la IIème Internationale, c'est surtout l'impuissance de la social-démocratie à empêcher la guerre de 1914. Le ralliement de la social-démocratie allemande puis de la SFIO à « l'Union sacrée », en août 1914, a concrétisé cette impuissance. Elle provoquera la création de la IIIème internationale (Komintern) et les scissions de 1919-1921 entre partis socialistes et partis communistes. Dès l'échec de l'armée rouge face à la Pologne (1921) et l'échec de la révolution allemande de 1923, cette Internationale devient en fait un réseau de partis dotés d'une direction clandestine, constitué autour de la « patrie du socialisme », l'URSS. Etendue aux « démocraties populaires » dans la sphère de domination de l'armée rouge après 1945, puis à quelques pays dont la Chine, l'internationale « communiste » se sépare après la rupture sino-soviétique et disparaît de fait en 1991 avec l'URSS, même si 29 partis l'ont formellement reconstituée en 1995 à Sofia.

La IVème Internationale a été fondée en France par Trotsky en 1938. Après plusieurs scissions et une réunification partielle, elle est divisée entre ceux qui veulent maintenir la IVème internationale, ceux qui désirent la « reconstruire » (en opposition avec ceux qui estiment qu'elle n'a jamais été construite !) et les partisans d'une Vème Internationale. En France, il y a de multiples fractions dont trois « grandes » tendances : la LCR, Lutte Ouvrière et le Parti des travailleurs. Ces deux derniers n'ayant pas ou très peu de correspondants dans d'autres pays.

Le mouvement ouvrier, c'est aussi les syndicats. Ceux-ci – ou plutôt quelques-uns d'entre eux, naissants – avaient participé à l'Association internationale des travailleurs. Mais ils n'avaient pu trouver place dans la IIème internationale, regroupement de partis politiques. Des tentatives de créer une fédération internationale, timides avant 1914, ont prospéré après 1918 mais n'ont jamais pu surmonter durablement les oppositions entre socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres puis pendant la guerre froide. Après 1947, la Fédération syndicale mondiale (FSM), la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT) ont quand même rassemblé des courants internationaux significatifs. La Confédération syndicale internationale, créée en 2006, regroupe l'essentiel des organisations affiliées auparavant à la FSM, à la CISL et à la CMT. Elle revendique 168 millions de travailleurs au sein de 311 organisations affiliées nationales dans 155 pays. Mais son influence est – pour le moment ? – éloignée de sa puissance numérique. Elle est très faible, voire nulle, dans les pays « émergents » (Chine, Inde...)

Aujourd'hui, après plus d'un siècle de clivages, on observe une certaine confusion entre l'internationalisme, le mondialisme, ou encore l'altermondialisme, dont se réclament divers courants. Et cet ensemble hétéroclite apparaît en opposition, elle-même peu claire, avec le nationalisme, le souverainisme, ou le patriotisme. Cette opposition et cette confusion s'expliquent en partie par la profonde modification du rôle des nations dans le capitalisme au cours du XXème siècle et au début du XXIème.

Le M'PEP, qui se réclame de l'internationalisme, se doit d'en préciser le contenu et de lever quelques ambiguïtés. Tout d'abord : l'internationalisme est un humanisme. Il procède de l'idée fondamentale selon laquelle les êtres humains de tous les pays sont égaux. Ajoutons qu'ils sont profondément solidaires au-delà de leurs différences. Mais ajoutons aussi que les individus ne peuvent constituer spontanément une instance politique mondiale unique, ni s'abstraire immédiatement de toutes les solidarités qui les ont à la fois regroupés et divisés historiquement.

L'internationalisme (comme son nom l'indique !) associe des nations. Et on doit préciser : des nations souveraines, car un citoyen ne peut être libre dans un pays subordonné à d'autres. L'internationalisme se distingue du mondialisme, où les nations devraient s'effacer devant un prétendu « gouvernement mondial », gouvernement qui serait dangereux s'il n'était illusoire. Où pourrait-on se réfugier si on était proscrit d'une telle « nation-monde », car potentiellement totalitaire ? L'internationalisme requiert des lieux de dialogue, de coopération, d'arbitrage entre les intérêts parfois contradictoires des différentes nations ; mais on ne saurait, en son nom, accepter le « droit d'ingérence » militaire des plus forts chez les plus faibles au nom d'une très hypothétique « communauté internationale ».

Diverses nations ont donc vocation à exister, y compris dans un avenir très lointain. Mais, si on se réfère à « la nation », il faut en préciser le contenu. Mazzini, puis Renan, Jaurès et d'autres ont en effet développé une distinction entre deux conceptions diamétralement opposées de la Nation : celle, ethnique, de la « nation inconsciente » ; celle, politique, de la « nation consciente ».

La première, la nation inconsciente, obscurantiste, fataliste, pessimiste, enferme l'individu et les groupes sociaux dans les déterminants issus du passé, ceux de la race, du sang et du sol. Elle fonde le chauvinisme. La seconde, la nation consciente, citoyenne, républicaine, optimiste, invite les citoyens à forger des projets d'avenir en commun ; les citoyens, à travers la nation « consciente » ont vocation à s'élever vers la « commune humanité ».

Mais précisons aussi que personne n'est a priori détenteur de la définition de « l'homme nouveau » ni de la « société idéale » : l'une et l'autre seront des constructions qui ne surgiront pas du néant mais pour lesquelles les citoyens s'appuieront aussi sur les « riches legs de souvenirs » (Renan) que leur apporte l'Histoire.